

très bien que s'ils ne peuvent pas conclure un marché avec le Canada dans ces nouveaux domaines en particulier, ni établir des règlements sur de nouvelles questions comme les services et la propriété intellectuelle, ils ont peu de chance de pouvoir y parvenir à l'échelle plus vaste du GATT. Ils ont fondamentalement intérêt, même du point de vue historique, à essayer de s'entendre avec nous. Aussi les conditions dans lesquelles sont menées ces négociations sont-elles beaucoup plus équilibrées que l'opposition ne voudrait nous le faire croire.

Nous ne pouvons pas demeurer inactifs. Ou nous voyons les possibilités commerciales qui s'offrent à nous et éventuellement notre prospérité disparaître devant le protectionisme américain ou nous cherchons à nous entendre avec Washington en vue de protéger notre accès à ce marché. Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus, l'immobilisme nous appauvrira. En agissant nous parviendrons à nous enrichir.

A titre de ministre du Commerce extérieur, personne ne connaît mieux que moi les répercussions que la législation corrective sur le commerce aux Etats-Unis peut avoir sur nos exportations. Nous constaté son incidence sur les bardeaux, le poisson, le bois d'oeuvre et les produits agricoles. Ces décisions unilatérales au sujet de ce qu'ils estiment être une façon d'agir injuste constituent un problème qui nous divise. Les Américains prétendent que ce sont des lois équitables mais elles ne le sont pas. Les Américains prétendent ne pouvoir accepter des importations subventionnées ou vendues à perte en provenance du Canada. Nous sommes d'accord là-dessus. Nous ne voulons pas les leurs non plus. Toutefois, nous avons besoin d'une meilleure approche pour régler ces problèmes. Si tout marchait rondement, nous n'aurions besoin d'aucun changement de part et d'autre. Chose certaine, les lois actuellement en vigueur ne sont pas efficaces et nous devons chercher un moyen d'éliminer les problèmes au lieu de dresser de nouveaux obstacles à la frontière. Nous devons établir un régime qui veillera à ce qu'aucun pays ne soit pénalisé avant d'avoir recouru à une méthode juste et impartiale afin de régler les litiges en fonction de règles convenues.

Permettez-moi de rappeler le message que le premier ministre adressait en termes si nets à la Chambre. Il n'y aura aucun accord sans ce changement. Le gouvernement actuel ne signera aucun accord faisant de travailleurs ou de secteurs industriels canadiens des otages assujettis aux caprices imprévisibles du protectionnisme américain. Les Canadiens veulent soutenir ouvertement la concurrence dans un marché élargi avec des règles explicites et un accès équitable et c'est un accord de ce genre que nous recherchons. Ceux qui doutent des retombées d'un marché commercial de ce genre avec les Etats-Unis, n'ont qu'à considérer l'économie florissante